



PRÉFET DU BAS-RHIN

**DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES**

*Bureau de l'Environnement et des Procédures Publiques*

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**

du **15 AVR. 2011**

**portant prescriptions complémentaires à la Société PETROPLUS RAFFINAGE  
REICHSTETT à REICHSTETT**

**LE PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU** le Code de l'Environnement, livre V, titre 1er relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'environnement et notamment son article R 512-31,
- VU** l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- VU** l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2010 autorisant la Compagnie Rhénane de Raffinage à Reichstett, devenue de puis Petroplus Raffinage Reichstett à poursuivre l'exploitation d'une raffinerie de pétrole à Reichstett,
- VU** l'arrêté du 5 janvier 2009, mettant en demeure la société Petroplus Raffinage Reichstett de respecter les dispositions de l'article 9,2,2, de l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2001, relatives aux cuvettes de rétention,
- VU** l'arrêté du 24 mars 2010 mettant en demeure la société Petroplus Raffinage Reichstett de respecter les prescriptions de l'article 9,2,2, de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 novembre 2001 relatives aux cuvettes de rétention et rapportant l'arrêté de mise en demeure du 5 janvier 2009,
- VU** les constats effectués lors des visites d'inspection des 20 janvier et 4 février 2011, rapportés dans le rapport de l'inspection du 10 février 2011,
- VU** le courrier de PRR en date du 3 février 2011 par lequel PRR précise les mesures compensatoires qui ont été mise en œuvre pour respecter l'arrêté de mise en demeure du 24 mars 2010,
- VU** le rapport du 10 février 2011 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées,

**VU** l'avis de la Commission Départementale compétente en matière d'environnement, de risques sanitaires et technologiques en date du 9 mars 2011,

**CONSIDÉRANT** que la société PETROLPLUS RAFFINAGE REICHSTETT a suspendu les travaux de mise en conformité de 6 cuvettes en 2010,

**CONSIDÉRANT** que la PRR a pris des dispositions compensatoires pour respecter l'arrêté de mise en demeure du 24 mars 2010 en limitant le volume d'hydrocarbures stockés dans les bacs

**CONSIDÉRANT** le volume disponible restant dans le bac est suivi par un tableaueur, s'appuyant sur les hauteurs maximales des bacs utilisées dans le calculateur d'exploitation

**CONSIDÉRANT** qu'il convient d'acter par arrêté complémentaire les mesures compensatoires prises par l'exploitant pour respecter l'arrêté de mise en demeure du 24 mars 2010,

**CONSIDÉRANT** les termes de l'article R 512-31 du code de l'environnement,

**APRÈS** consultation de l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral,

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin,

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup>

La société PETROPLUS RAFFINAGE REICHSTETT, exploitant de la raffinerie située CD 37 à Reichstett est tenue de se conformer aux dispositions décrites ci-dessous.

Jusqu'à réalisation des travaux de mise en conformité des 5 cuvettes de rétention listées ci-dessous, l'exploitant limite le volume d'hydrocarbure contenu dans les bacs afin de respecter les 2 conditions citées ci-dessus par rapport au volume réel des cuvettes de rétention :

Cuvette comprenant les bacs:	Volume réel disponible de la cuvette de rétention	Volume maximal contenu dans un bac	Volume maximal d'hydrocarbure contenu dans tous les bacs de la cuvette
T464, T465, T466, T467	14 479 m <sup>3</sup>	14 479 m <sup>3</sup>	28958 m <sup>3</sup>
T470, T471, T472, T473	7 396 m <sup>3</sup>	7 396 m <sup>3</sup>	14792 m <sup>3</sup>
T474, T475	4 023 m <sup>3</sup>	4 023 m <sup>3</sup>	8046 m <sup>3</sup>
T3401, T3505	3 237 m <sup>3</sup>	3 237 m <sup>3</sup>	6474 m <sup>3</sup>
T480, T481, T482, T483, T484, T485	4 755 m <sup>3</sup>	4 755 m <sup>3</sup>	9510 m <sup>3</sup>

L'exploitant met en place un système de suivi et de gestion de ses bacs. Ce système reprend en instantané, le volume dans les bacs et permet de vérifier que le volume réglementaire de la cuvette n'est pas dépassé. Les seuils d'alarme des niveaux hauts des bacs sont intégrés dans le calculateur d'exploitation, ces seuils d'alarmes sont fixés afin que le volume maximal contenu dans un bac ne dépasse pas le volume réel disponible de sa cuvette.

De plus, pour chaque cuvette, le calcul de la somme des volumes de produit contenus dans tous les bacs est effectué. Ce volume calculé en instantané est comparé au « volume maximal d'hydrocarbure admissible contenu dans tous les bacs de la cuvette ». Une alarme est générée en cas de dépassement.

L'exploitant met alors en œuvre sans délai les mesures nécessaires pour que le volume de la cuvette de rétention soit suffisant au regard des 2 conditions énoncées ci-dessus.

## **Article 2**

En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement.

## **Article 3 – PUBLICITÉ**

Conformément à l'article R 512-31 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles les prescriptions ont été prises et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie de Reichstett et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché dans ladite mairie. Un extrait semblable sera inséré aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

## **Article 4 – FRAIS**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté seront à la charge de la Société Petroplus Raffinage Reichstett.

## **Article 5 – DROIT DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## **Article 6 – EXÉCUTION - AMPLIATION**

- Le Secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
- Le Maire de la ville de Reichstett
- Le Sous-Préfet, Secrétaire général adjoint chargé de l'arrondissement chef-lieu, et de la Politique de la ville,
- Le Directeur départemental de la sécurité publique,
- Les inspecteurs des installations classées de la DREAL,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera notifiée à la société Petroplus raffinage Reichstett

LE PRÉFET,  


### **Délai et voie de recours (R 514-3-1 du code de l'environnement) :**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où elle a été notifiée,
- par les tiers, les communes intéressées ou leurs groupements (.), dans un délai d'un an à compter de sa publication ou de son affichage.